



Turquie: profil des groupes en danger

Mise à jour

Weyermannsstrasse 10
Case postale
CH-3001 Berne

T++41 31 370 75 75
F++41 31 370 75 00

info@osar.ch
www.osar.ch


Compte dons
CCP 10-10000-5

Berne, le 19 mai 2017



Impressum

EDITEUR

 Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR
Case postale, 3001 Berne
Tél. 031 370 75 75
Fax 031 370 75 00
E-Mail: info@osar.ch
Internet: www.osar.ch
CCP Dons: 10-10000-5


TRADUCTION

Richard Greiner

VERSIONS

allemand, français

COPYRIGHT

© 2017  Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR, Berne
copies et impressions autorisées sous réserve de la mention de la source.

Sommaire

1	Introduction	1
2	Groupes particulièrement menacés.....	1
2.1	Personnes présentant un lien supposé avec le mouvement Gülen et les membres de leur famille	1
2.2	Activistes des droits humains et des citoyens, activistes politiques, personnes documentant les violations des droits humains	3
2.3	Professionnels des médias critiques et leurs familles	5
2.4	Personnes exprimant publiquement ou dans les médias sociaux des critiques envers le gouvernement	7
2.5	Politicien-ne-s kurdes, en particulier des partis HDP et DBP, sympathisant-e-s et membres du HDP et du DBP	8
2.6	Personnes entretenant un lien présumé avec le PKK, les groupes proches du PKK ou les PYD/YPG et les membres de leur famille	9
2.7	Avocat-e-s	12
2.8	Membres de syndicats.....	12
2.9	Femmes et enfants	13
2.10	Personnes exerçant des activités politiques en exil critiques envers le gouvernement	14
2.11	LGBTI.....	14

1 Introduction

Ce rapport se base sur des renseignements d'expert-e-s¹, sur nos propres recherches ainsi que sur les résultats d'une visite sur place en novembre et décembre 2016. Le présent rapport se joint au papier thématique de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés du 25 août 2016 sur la situation au sud-est² et se focalise sur les catégories spécifiques de personnes en danger (profils de risque) à l'heure actuelle. Un autre rapport de l'OSAR décrit les développements relatifs à la situation en matière de droits humains et de sécurité en Turquie depuis la tentative manquée de coup d'Etat en juillet 2016.³ Il est recommandé de lire cette publication conjointement au rapport sus-mentionné.

2 Groupes particulièrement menacés

Les groupes particulièrement menacés énumérés ci-dessous ne constituent pas une liste exhaustive.

2.1 Personnes présentant un lien supposé avec le mouvement Gülen et les membres de leur famille

Arrestations, licenciements, annulations de passeport. Les personnes accusées d'avoir des liens avec le mouvement Gülen⁴ sont la cible principale de persécutions étatiques et courent le risque d'être arrêtées.⁵ Des lois anti-terroristes sont appliquées à large échelle contre les membres présumés du mouvement Gülen.⁶ Ces mesures touchent aussi les membres présumés et confirmés d'institutions, associations, groupements et syndicats proches du mouvement Gülen.⁷ Des arrestations et raids de

1 Les recherches de l'OSAR se fondent sur des sources publiquement accessibles, conformément aux standards COI. Lorsque ces sources ne permettent pas de trouver les informations requises dans le temps imparti, l'OSAR fait appel à des expert-e-s. L'OSAR documente ses sources de manière transparente et traçable. Les personnes de contact peuvent toutefois être anonymisées afin de garantir la protection des sources.

2 Voir Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR), Turquie, Situation dans le sud-est, 25 août 2016.

3 Voir OSAR, Turquie, Mise à jour, Situation actuelle (en allemand), 19 mai 2017.

4 Le gouvernement turc accuse le mouvement de Fetullah Gülen, lequel réside aux Etats-Unis, d'être l'instigateur de la tentative de putsch. Ce mouvement est désigné par le gouvernement comme l'organisation terroriste Fetullah (Fetullahçı Terör Örgütü [FETÖ]). Ibid., p. 1.

5 US Department of State (USDOS), Country Reports on Human Rights Practices for 2016, Turkey, 3 mars 2017: www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/2016/eur/265482.htm; Amnesty International (AI), Amnesty International Rapport 2016/17 – La situation des droits humains dans le monde – Turquie, 22 février 2017: www.amnesty.org/fr/countries/europe-and-central-asia/turkey/report-turkey/.

6 USDOS, Country Reports on Human Rights Practices for 2016, Turkey, 3 mars 2017.

7 Entretien en novembre 2016 avec une personne de contact active sur place et experte dans le domaine des droits humains; entretien en octobre 2016 avec une personne de contact active sur place experte dans le domaine des droits humains.

police à grande échelle ont encore lieu contre les partisans présumés de Gülen.⁸ Différentes sources font état de cas de décès suspects en détention de partisans présumés de Gülen.⁹ De nombreuses personnes accusées de soutenir Gülen sont licenciées et leurs passeports sont annulés.¹⁰

Personnes de toutes les couches sociales concernées, preuves douteuses quant aux liens présumés avec le mouvement Gülen. D'après les indications de différentes sources, des personnes issues de toutes les couches sociales peuvent être accusées et ne doivent nullement présenter un lien avec la tentative de coup d'Etat de l'été 2016. Des sources indiquent qu'outre des personnes de la magistrature et du parquet, des membres de la police et de l'armée, du personnel académique ou des enseignant-e-s, des professionnel-le-s du nettoyage ou des travailleurs non qualifiés sont par exemple aussi licenciés ou détenus en raison de leur implication présumée dans la tentative de coup d'Etat.¹¹ Le *Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe* a souligné après sa visite en Turquie en septembre 2016 que les autorités turques devraient différencier, dans le cadre de la criminalisation de l'adhésion et du soutien au mouvement Gülen, quelles personnes ont effectivement été impliquées dans des activités illégales et lesquelles sont simplement des sympathisant-e-s, soutiens ou membres d'une organisation ou association légalement constituée.¹² L'*US Department of State* remarque que les arrestations découlent dans beaucoup de cas d'accusations et de preuves peu claires.¹³ Des personnes peuvent être prises pour cible par les autorités sans autres preuves que de simples accusations et dénonciations par des tiers.¹⁴ *Radio Free Europe/Radio Liberty* rapportait en août 2016 que les personnes suspectées de s'être exprimées positivement à l'égard de Gülen dans le passé peuvent être arrêtées ou suspendues. Des ami-e-s de partisans présumés de Gülen auraient aussi été arrêté-e-s.¹⁵ Les arrestations et licenciements reposent en outre sur les aveux de personnes détenues ou sur le fait que les personnes concernées aient utilisé l'application de messagerie pour téléphone mobile *ByLock*, un outil de communication du mouvement Gülen.¹⁶ Enfin, des sources indiquent que les personnes ayant envoyé leurs enfants étudier dans les écoles du mouvement Gülen,

⁸ Neue Zürcher Zeitung (NZZ), Türkische Polizei verhaftet zahlreiche mutmassliche Gülen-Anhänger, 26 avril 2017: www.nzz.ch/international/grossrazzia-tuerkische-polizei-verhaftet-ueber-1000-mutmassliche-guelen-anhaenger-ld.1288868.

⁹ Stockholm Center for Freedom, Suspicious Deaths And Suicides In Turkey – Updated List, 19 mai 2017: www.stockholmcf.org/suspicious-deaths-and-suicides-in-turkey-updated-list/; USDOS, Country Reports on Human Rights Practices for 2016, Turkey, 3 mars 2017.

¹⁰ Voir OSAR, Turquie, Update, Situation actuelle, 19 mai 2017, p. 8-10.

¹¹ Turkey Purge, Turkish gov't dismisses "unskilled worker" over alleged coup involvement, 24 janvier 2017: www.turkeypurge.com/turkish-govt-dismisses-unskilled-worker-over-alleged-coup-involvement; entretien téléphonique en janvier 2017 avec des personnes de contact touchées sur place.

¹² Conseil de l'Europe, Commissaire aux droits de l'homme (CoE-CommDH), Memorandum on the human rights implications of the measures taken under the state of emergency in Turkey, 7 octobre 2016, p. 4-5: <https://rm.coe.int/CoERMPublicCommonSearchServices/DisplayDCTMContent?documentId=09000016806db6f1>.

¹³ USDOS, Country Reports on Human Rights Practices for 2016, Turkey, 3 mars 2017.

¹⁴ Entretien téléphonique en janvier 2017 avec des personnes de contact touchées sur place; entretiens en novembre et décembre 2016 avec des personnes de contact actives sur place expertes dans le domaine des droits humains.

¹⁵ Radio Free Europe/Radio Liberty (RFE/RL), Turkey's Anti-Gulen Clampdown Rages Out Of Control, 18 août 2016: www.rferl.org/a/turkey-notebook-gulen-clampdown-out-of-control/27932142.html.

¹⁶ Entretien téléphonique en janvier 2017 avec des personnes de contact touchées sur place; Conseil de l'Europe, Commission pour le respect des obligations et engagements des Etats membres du Conseil de l'Europe, Le dialogue postsuivi avec la Turquie, Le coup d'Etat avorté du 15 juillet 2016

celles qui ont un compte bancaire ou un crédit auprès de l'*Asya Bank* considérée comme liée au mouvement Gülen, ou encore celles qui lisent certains journaux particuliers ou ont publié des articles critiques dans les médias sociaux peuvent également être confrontées à des licenciements ou des arrestations.¹⁷

Membres de la famille aussi touchés. De nombreuses sources signalent que les autorités publiques procèdent à des licenciements et des arrestations à l'encontre des membres de la famille, afin de faire pression sur les personnes recherchées.¹⁸ Plusieurs cas documentés révèlent que des membres de la famille ont été arrêté-e-s à la place des personnes recherchées.¹⁹ Le *Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe* s'est montré particulièrement préoccupé, suite à sa visite en Turquie en septembre 2016, que des membres de la famille de personnes soupçonnées deviennent aussi la cible des autorités ou sont touchés de manière automatique par des mesures. Les passeports des conjoint-e-s de personnes suspectes peuvent par exemple être annulés, même s'il n'existe aucune instruction en cours à leur encontre. Il est par ailleurs préoccupant que les autorités aient un accès illimité aux données personnelles des membres de la famille des personnes suspectes. De telles mesures conduiraient inévitablement à l'impression de coresponsabilité de la parenté («*Sippenhaft*») des personnes concernées. Un grand nombre de ses interlocuteurs l'auraient précisément souligné lors de sa visite sur place.²⁰ Dans certains cas, les passeports d'enfants mineurs ont été annulés ou non émis, provoquant une séparation familiale forcée avec les parents se trouvant à l'étranger et accusés en raison de liens avec le mouvement Gülen.²¹

2.2 **Activistes des droits humains et des citoyens, activistes politiques, personnes documentant les violations des droits humains**

Les activistes des droits humains et des droits civiques ainsi que les activistes politiques peuvent être en danger – en particulier les Kurdes et les personnes actives dans le sud-est. Le travail des organisations de défense des droits humains est limité par une législation restrictive et entravé par les autorités, particulièrement

en Turquie: quelques faits et chiffres, 12 décembre 2016, p. 6: <http://website-pace.net/documents/19887/2221584/AS-MON-INF-2016-14-FR.pdf/3e06bb1c-cdd9-4573-8652-b353b8508a54>; entretiens en novembre et décembre 2016 avec des personnes de contact actives sur place expertes dans le domaine des droits humains.

¹⁷ Entretien téléphonique en janvier 2017 avec des personnes de contact touchées sur place; entretiens en novembre et décembre 2016 avec différentes personnes de contact actives sur place expertes dans le domaine des droits humains ainsi que d'autres personnes de contact actives sur place; *The Economist*, A conspiracy so immense, 10 septembre 2016: www.economist.com/news/europe/21706536-turkeys-post-coup-crackdown-has-become-witch-hunt-conspiracy-so-immense.

¹⁸ USDOS, Country Reports on Human Rights Practices for 2016, Turkey, 3 mars 2017; entretiens en novembre et décembre 2016 avec des personnes de contact actives sur place.

¹⁹ USDOS, Country Reports on Human Rights Practices for 2016, Turkey, 3 mars 2017; *Al Monitor*, Has Turkey's Gulenist witch hunt spiraled out of control? 29 août 2016: www.al-monitor.com/pulse/originals/2016/08/turkey-gulenist-purge-shows-hysteria-symptoms.html; entretien en décembre 2016 avec une personne de contact active sur place.

²⁰ CoE-CommDH, Memorandum on the human rights implications of the measures taken under the state of emergency in Turkey, 7 octobre 2016, p. 8.

²¹ USDOS, Country Reports on Human Rights Practices for 2016, Turkey, 3 mars 2017.

dans le sud-est du pays.²² De nombreuses ONG et associations œuvrant dans le domaine des droits humains ont été fermées et leurs moyens financiers confisqués.²³ La *Commission européenne* a rapporté que les défenseurs des droits humains sont détenus en Turquie et subissent des intimidations au travers des déclarations publiques de hauts fonctionnaires. En outre, de nombreuses procédures judiciaires et instructions pénales sont en cours contre des défenseurs des droits humains.²⁴ Les personnes touchées ont été condamnées à des longues peines d'emprisonnement.²⁵ Des membres du corps académique travaillant dans le domaine des droits humains ont été licenciés et leurs passeports confisqués.²⁶ Les avocat-e-s et activistes des droits humains ayant fait des recherches concernant des cas de disparitions forcées sont menacé-e-s et intimidé-e-s.²⁷ Tahir Eliçi, éminent activiste des droits humains et président de l'association des avocats de Diyarbakir, a été assassiné dans des circonstances peu claires en novembre 2015, suscitant de graves inquiétudes au sujet de la sécurité des avocat-e-s en Turquie.²⁸ Aucun progrès n'a été réalisé jusqu'ici dans l'élucidation du meurtre.²⁹

Des personnes de contact actives sur place expertes dans le domaine des droits humains relèvent que le personnel local moins connu d'organisations œuvrant dans le domaine des droits humains et des citoyens court au même titre un risque de subir des mesures de persécutions. Ainsi, plusieurs employé-e-s au niveau local d'organisations de droits humains auraient subi-e-s des menaces, été arrêté-e-s et même tué-e-s au cours d'opérations de sécurité dans le sud-est du pays.³⁰ Les activistes des droits humains et des droits des citoyens kurdes sont particulièrement en danger dans

²² Ibid.

²³ Human Rights Watch (HRW), World Report 2017, Turkey, 12 janvier 2017, p. 4: www.hrw.org/sites/default/files/turkey_2.pdf.

²⁴ Commission Européenne, Turkey 2016 Report, 9 novembre 2016, p. 6, 12: www.ecoi.net/file_upload/1226_1480931038_20161109-report-turkey.pdf.

²⁵ Les autorités turques ont arrêté plusieurs éminent-e-s activistes des droits humains et les ont condamnés en partie à de longues peines de prison, entre autres pour « appartenance à des organisations illégales » ou « propagande terroriste ». Certains ont été, parfois après plusieurs mois de détention, relâchés en probation ou sous liberté conditionnelle et frappés d'une interdiction de sortie du territoire. Les ONG estiment que les personnes détenues et condamnées sont devenues la cible des autorités en raison de leurs activités dans le domaine des droits humains. Organisation mondiale contre la torture (OMCT), Turkey, Conviction of human rights lawyer Muharrem Erbey, 14 avril 2017: www.omct.org/human-rights-defenders/urgent-interventions/turkey/2017/04/d24299/; OMCT, Provisional release of Mr. Raci Bilici, IHD Vice-President, 24 mars 2017: www.omct.org/human-rights-defenders/urgent-interventions/turkey/2017/03/d24265/; Article 19, Turkey, UN HRC must address freedom of expression crisis, 13 mars 2017: www.refworld.org/docid/58c6bbf44.html; entretiens en novembre et décembre 2016 avec des personnes de contact actives sur place expertes dans le domaine des droits humains; entretien en novembre 2016 avec une personne de contact active sur place.

²⁶ İnsan Hakları Derneği (IHD), Persecutions against Osman İşçi, Member of Euromed Rights Executive Committee, 5 mai 2017: www.ihd.org.tr/en/index.php/2017/05/05/persecutions-against-osman-isci-member-of-euromed-rights-executive-committee/; entretien en décembre 2016 avec une personne de contact active sur place; RFE/RL, Turkey Arrests Three Academics On 'Terrorist Propaganda' Charges, 16 mars 2016: www.rferl.org/a/turkey-academics-arrested-terrorist-propaganda/27616332.html.

²⁷ Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, Rapport du Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires sur sa mission en Turquie, 27 juillet 2016, p. 11: www.refworld.org/docid/57ceb0cc4.html.

²⁸ International Commission of Jurists (ICJ), Turkey, The Judicial System in Peril, 2 juin 2016, p. 4, 20-21: www.icj.org/wp-content/uploads/2016/07/Turkey-Judiciary-in-Peril-Publications-Reports-Fact-Findings-Mission-Reports-2016-ENG.pdf.

²⁹ AI, La situation des droits humains dans le monde – Turquie, 22 février 2017.

³⁰ Entretiens de novembre et décembre 2016 avec des personnes de contact actives sur place et expertes dans le domaine des droits humains.

le sud-est du pays dans le cadre de leur travail.³¹ Les activistes kurdes, les avocat-e-s et les défenseurs des droits humains qui dénoncent par exemple les violations de la loi commises par les forces de sécurité dans le sud-est ou s'engagent pour les droits des Kurdes peuvent devenir la cible de mesures de persécution étatiques et être accusé-e-s de liens avec le *Parti des travailleurs du Kurdistan* (PKK) ou de soutenir le terrorisme.³² *Human Rights Watch* rapporte que les personnes concernées sont, de par la gravité de l'accusation, presque automatiquement placées en détention préventive prolongée de façon répétée.³³

La documentation des violations des droits humains peut entraîner un risque. Les employé-e-s des organisations de défense des droits humains, les médecins et les avocat-e-s qui documentent des atteintes aux droits humains ou soutiennent les victimes de torture peuvent être, en raison de leurs activités et selon les indications de plusieurs sources, victimes d'arrestations, de poursuites pénales, d'intimidations, de harcèlements et de violences.³⁴

Les militaires ou les membres des unités spéciales qui documentent et publient des violations des droits humains. Même les militaires ou les personnes qui sont d'une quelconque façon actives pour les forces spéciales ou pour l'armée et qui documentent ou publient des violations des droits humains ou des infractions graves commises par des acteurs étatiques peuvent courir un risque, selon les indications fournies par différentes sources.³⁵

2.3 Professionnels des médias critiques et leurs familles

Arrestation, répression et violence physique contre les médias critiques. Le gouvernement, les autorités, les dirigeant-e-s politiques ainsi que leurs soutiens agissent contre les médias par le biais de plaintes, d'arrestations, de menaces et d'agressions physiques. Cela advient dans un climat d'impunité: les personnes ayant parfois agressé physiquement de manière massive des travailleurs des médias ne reçoivent

³¹ Ibid.; OMCT, Turkey, Conviction of human rights lawyer Muharrem Erbey, 14 avril 2017; ICJ, Turkey, The Judicial System in Peril, 2 juin 2016, p. 20-21.

³² Turkish Minute, Former pro-Kurdish deputy released after 6 months in jail, 4 mai 2017: www.turkishminute.com/2017/05/04/former-pro-kurdish-deputy-released-after-six-months-in-jail/; Asylum Research Consultancy (ARC), Turkey Country Report - Update, 25 janvier 2017, p. 168-172: www.ecoi.net/file_upload/1226_1486117831_5890c8d84.pdf; entretiens de novembre et décembre 2016 avec des personnes de contact actives sur place expertes dans le domaine des droits humains; OMCT, WHRDIC Statement, Solidarity with resilient women in Turkey, 17 novembre 2016: www.omct.org/human-rights-defenders/statements/turkey/2016/11/d24063/; European Asylum Support Office (EASO), Turkey Country Focus, novembre 2016, p. 88-89: www.ecoi.net/file_upload/2162_1479371775_easo-coi-turkey-201611.pdf.

³³ HRW, Silencing Turkey's Media - The Government's Deepening Assault on Critical Journalism, 15 décembre 2016, p. 3: www.hrw.org/sites/default/files/report_pdf/turkey1216_web.pdf.

³⁴ Human Rights Foundation of Turkey (TIHV), Information Note on the First Hearing of the Trial of HRFT Cizre Representative Serdar Küni MD, 15 mars 2017: www.en.tihv.org.tr/information-note-on-the-first-hearing-of-the-trial-of-hrft-cizre-representative-serdar-kuni-md/; USDOS, Country Reports on Human Rights Practices for 2016, Turkey, 3 mars 2017; Commission européenne, Turkey 2016 Report, 9 novembre 2016, p. 70; Comité contre la torture des Nations Unies (CAT), Observations finales concernant le quatrième rapport périodique de la Turquie, 2 juin 2016: www.refworld.org/docid/57a98fe64.html.

³⁵ Entretiens de novembre 2016 avec une personne de contact active sur place experte dans le domaine des droits humains et avec une personne de contact active sur place experte de la situation dans le sud-est du pays.

souvent que des peines minimales.³⁶ Aucun autre pays au monde n'emprisonne plus de personnel des médias, selon les indications d'*Amnesty International*.³⁷ Diverses sources signalent que plus de 140 à 150 employé-e-s des médias ont été détenu-e-s, la plupart du temps pour des prétendus liens avec le PKK ou le mouvement Gülen.³⁸ Les personnes touchées risquent des longues peines d'emprisonnement.³⁹ *Human Rights Watch* relève dans son rapport de décembre 2016 qu'outre les professionnel-le-s des médias kurdes ou de gauche, de plus en plus de représentant-e-s des médias traditionnels grand public sont dans la ligne de mire des autorités. Beaucoup font l'objet de poursuites pénales ou sont détenu-e-s en raison d'accusations douteuses de terrorisme, d'espionnage ou d'autres « crimes contre l'Etat ». ⁴⁰ Des dizaines de personnes ont été arrêtées, accusées et dans certains cas déjà condamnées, parce qu'elles ont pris part à une campagne de solidarité avec le journal kurde *Özgür Gündem*, fermé entre-temps.⁴¹ Des professionnel-le-s des médias sont aussi accusé-e-s pour des articles écrits avant la tentative de coup d'Etat.⁴² *Reporters sans frontières* qualifie les procédures contre les médias de politiquement motivées et signale qu'elles constituent une application manifestement abusive des lois pénales et lois antiterroristes contre les accusé-e-s.⁴³ L'*US Department of State* relève que les employé-e-s des médias critiques sont également victimes d'intimidations relatives au possible retrait de la garde de leurs enfants.⁴⁴ En plus des procédures pénales et des arrestations, le personnel des médias souffre aussi d'intimidations sous la forme d'insultes verbales, d'enquêtes fiscales ou encore d'amendes.⁴⁵

³⁶ Une tentative de meurtre à main armée (avec un pistolet) contre le journaliste Can Dündar a ainsi par exemple été taxée seulement de tentative de lésion corporelle et l'auteur a été libéré de la détention provisoire relativement peu de temps après l'audience du tribunal. USDOS, Country Reports on Human Rights Practices for 2016, Turkey, 3 mars 2017; HRW, Silencing Turkey's Media, 15 décembre 2016, p. 33-47.

³⁷ AI, Das Ende der Pressefreiheit, 21 février 2017: www.amnesty.ch/de/laender/europa-zentral-asien/tuerkei/dok/2017/das-ende-der-pressefreiheit. AI, Une prison de silence: la mort du journalisme, 22 février 2017: www.amnesty.ch/fr/pays/europe-asie-centrale/turquie/docs/2017/une-prison-de-silence-la-mort-du-journalisme.

³⁸ Conseil de l'Europe – Assemblée parlementaire (CoE-PACE), Le fonctionnement des institutions démocratiques en Turquie, 5 avril 2017, p. 15: <http://assembly.coe.int/nw/xml/XRef/Xref-DocDetails-fr.asp?FileID=23525&lang=fr>; P24, Journalists in State of Emergency – 53, 2 avril 2017: www.platform24.org/en/media-monitoring/462/journalists-in-state-of-emergency----53; USDOS, Country Reports on Human Rights Practices for 2016, Turkey, 3 mars 2017.

³⁹ Reporters sans frontières (RSF), Cumhuriyet journalists facing up to 43 years in prison, 4 avril 2017: www.refworld.org/cgi-bin/tehis/vtx/rwmain?page=search&docid=58e4a8af4&skip=0&query=gulen&coi=TUR&searchin=fulltext&sort=date.

⁴⁰ Entre autres, des eminent-e-s professionnel-le-s des médias tels que le journaliste d'investigation Ahmet Sik, la romancière et chroniqueuse Asli Erdogan, l'employé de Cumhuriyet Kadri Gürsel ainsi que le journaliste, écrivain et éditeur Ahmet Altan ont été arrêtés et accusés. AI, Une prison de silence: la mort du journalisme, 22 février 2017; HRW, Silencing Turkey's Media, 15 décembre 2016, p. 3-5, 17-32.

⁴¹ Article 19, Turkey, UN HRC must address freedom of expression crisis, 13 mars 2017.

⁴² USDOS, Country Reports on Human Rights Practices for 2016, Turkey, 3 mars 2017.

⁴³ RSF, Turkey: Politically-motivated trials of journalists and human rights defenders continue, 20 février 2017: www.rsf.org/en/news/turkey-politically-motivated-trials-journalists-and-human-rights-defenders-continue.

⁴⁴ La journaliste Arzu Yildiz a ainsi été condamnée en mai 2016 à 20 mois de prison pour violation du secret d'une procédure judiciaire et a été privée de la garde légale de ses enfants. La journaliste avait publié des enregistrements vidéo de transports d'armes du service de renseignement turc vers différents groupes islamistes en Syrie. USDOS, Country Reports on Human Rights Practices for 2016, Turkey, 3 mars 2017; Reuters, Turkish journalist stripped of parental rights over court coverage: lawyer, 18 mai 2016: www.reuters.com/article/us-turkey-media-idUSKCN0Y92D4.

⁴⁵ USDOS, Country Reports on Human Rights Practices for 2016, Turkey, 3 mars 2017.

Membres de la famille de travailleurs des médias ayant fui à l'étranger. L'*US Department of State* rapporte que les autorités arrêtent des membres de la famille de professionnel-le-s des médias critiques qui ont fui à l'étranger.⁴⁶ En outre, les passeports de membres de leur famille sont annulés et des biens sont confisqués.⁴⁷

Kurdes travaillant pour des médias, particulièrement dans le sud-est. Le personnel des médias kurdes et pro-kurdes subit des pressions particulièrement fortes émanant du gouvernement. Les personnes concernées qui s'expriment de manière critique envers le gouvernement au sujet de questions kurdes peuvent devenir la cible de violences, menaces et poursuites pénales.⁴⁸ Des dizaines de personnes travaillant pour des médias pro-kurdes ont été arrêtées.⁴⁹ Plusieurs employé-e-s des médias, qui ont entre autres couvert le conflit au sud-est, ont fait l'objet d'accusations de propagande terroriste ou d'autres reproches, donnant lieu dans certains cas à des condamnations à des peines d'emprisonnement de plusieurs années.⁵⁰ Selon le rapport de *Human Rights Watch*, les professionnel-le-s des médias libéré-e-s sous condition risquent une autre arrestation si elles ou ils continuent à s'exprimer de manière critique à l'encontre du gouvernement.⁵¹ Les travailleurs des médias qui couvrent le conflit dans le sud-est du pays sont de plus en plus menacés, agressés physiquement et poursuivis en justice.⁵²

2.4 Personnes exprimant publiquement ou dans les médias sociaux des critiques envers le gouvernement

Les personnes critiques envers le gouvernement peuvent être en danger. Les personnes qui expriment des opinions critiques à l'encontre du gouvernement, en particulier concernant les questions kurdes, peuvent subir des menaces de violence et risquent des poursuites pénales et la détention provisoire.⁵³ Les personnes qui rédigent des articles critiquant le gouvernement ou étant taxés comme insultes à l'Etat, au chef de gouvernement ou aux employé-e-s de l'Etat risquent l'arrestation, la mise en accusation et la condamnation à une lourde peine d'emprisonnement.⁵⁴ Les avocat-

⁴⁶ Ibid.

⁴⁷ Entretiens en décembre 2016 avec des personnes de contact actives sur place.

⁴⁸ AI, *Journalism Is Not A Crime, Crackdown on Media Freedom in Turkey*, 3 mai 2017, p. 13-15: www.ecoi.net/file_upload/1226_1493794564_eur4460552017english.pdf; AI, *La situation des droits humains dans le monde – Turquie*, 22 février 2017; entretien en novembre 2016 avec une personne de contact active sur place.

⁴⁹ Les médias concernés étaient Dicle Haber Ajansı (DIHA), Azadiya Welat, Jin News Agency (JINHA) et Özgür Gündem. USDOS, *Country Reports on Human Rights Practices for 2016, Turkey*, 3 mars 2017.

⁵⁰ Ibid.; *Turkey Purge, Kurdish journalist given 6-year jail sentence over terrorism charges*, 27 janvier 2017: www.turkeypurge.com/kurdish-journalist-given-6-year-jail-sentence-over-terrorism-charges; HRW, *Silencing Turkey's Media*, 15 décembre 2016, p. 22-27.

⁵¹ HRW, *Silencing Turkey's Media*, 15 décembre 2016, p. 27.

⁵² Ibid., p. 5, 40-47.

⁵³ AI, *Journalism Is Not A Crime*, 3 mai 2017, p. 4; USDOS, *Country Reports on Human Rights Practices for 2016, Turkey*, 3 mars 2017; AI, *La situation des droits humains dans le monde – Turquie*, 22 février 2017; Amnesty International; ARTICLE 19; Human Rights Watch; PEN International, *Joint Letter to the Members of the Parliamentary Assembly of the Council of Europe*, 20 janvier 2017, p. 1: www.hrw.org/sites/default/files/supporting_resources/joint_ngo_pace_turkey20012017.pdf.

⁵⁴ USDOS, *Country Reports on Human Rights Practices for 2016, Turkey*, 3 mars 2017; *Der Standard, Massenhafte Festnahmen in der Türkei wegen Beiträgen in Social Media*, 24 décembre 2016: www.derstandard.at/2000049823928/Massenhafte-Festnahmen-in-der-Tuerkei-wegen-Beitraegen-in-Social-Media; entretiens en novembre 2016 avec des personnes de contact actives sur place;

e-s, les activistes des droits humains et le personnel médical craignent, selon *Human Rights Watch*, de devenir la cible de persécutions étatiques, si elles ou ils se prononcent de manière critique envers le gouvernement.⁵⁵

Répressions massives contre les Kurdes qui critiquent le gouvernement dans le sud-est. Dans le sud-est du pays, des interventions massives ont lieu à l'encontre des opposant-e-s kurdes, selon *Amnesty International*. Parmi eux figurent entre autres des personnes émanant des médias et des ONG ainsi que des représentant-e-s politiques.⁵⁶

Risques en cas de propos critiques envers le gouvernement tenus par des employé-e-s de l'université. Selon diverses sources, les activités de plusieurs membres du corps académique sont surveillées et les publications et déclarations critiques à l'encontre du gouvernement sont censurées.⁵⁷ Les employé-e-s de l'université risquent le licenciement ou l'arrestation en cas de propos exprimés publiquement contre le gouvernement ou relatif à la situation des droits humains.⁵⁸ Les autorités ont en outre annulé certains passeports d'universitaires critiques.⁵⁹ Divers académicien-ne-s ont souffert de menaces, de licenciements voire même de poursuites pénales pour avoir signé une pétition pour la paix en janvier 2016.⁶⁰

2.5 Politicien-ne-s kurdes, en particulier des partis HDP et DBP, sympathisant-e-s et membres du HDP et du DBP

Les personnes proches des partis HDP et DBP courent le risque d'être arrêtées. Depuis la tentative de coup d'Etat de juillet 2016, l'intensité des répressions et le nombre d'arrestations contre ce groupe de personnes a augmenté.⁶¹ Outre les personnes officielles du parti et les politicien-ne-s, des personnes affiliées au parti ou qui le soutiennent activement peuvent entre autres aussi être touchées.⁶² D'après l'*US Department of State*, les autorités turques de poursuite pénale se basent sur une

Freedom House, Freedom on the Net 2016 - Turkey, novembre 2016: <https://freedomhouse.org/report/freedom-net/2016/turkey>.

⁵⁵ HRW, A Blank Check, Turkey's Post-Coup Suspension of Safeguards Against Torture, octobre 2016, p. 26; www.hrw.org/report/2016/10/24/blank-check/turkeys-post-coup-suspension-safeguards-against-torture.

⁵⁶ AI, Displaced and Dispossessed, Sur Resident's Right to Return Home, 6 décembre 2016, p. 11: www.amnesty.org/download/Documents/EUR4452132016ENGLISH.PDF

⁵⁷ USDOS, Country Reports on Human Rights Practices for 2016, Turkey, 3 mars 2017; entretien en décembre 2016 avec une personne de contact active sur place.

⁵⁸ Entretien en décembre 2016 avec une personne de contact active sur place; RFE/RL, Turkey Arrests Three Academics On 'Terrorist Propaganda' Charges, 16 mars 2016.

⁵⁹ Entretien en décembre 2016 avec une personne de contact experte dans le domaine des droits humains.

⁶⁰ Fin 2016, 490 personnes étaient encore sous enquêtes, celles-ci ayant été closes contre 142 autres personnes concernées. Plus de 1000 professeurs universitaires avaient signé en janvier 2016 la pétition critiquant la politique gouvernementale dans le sud-est et réclamant l'ouverture de négociations politiques avec le PKK. IHD, Persecutions against Osman İççi, Member of Euromed Rights Executive Committee, 5 mai 2017; USDOS, Country Reports on Human Rights Practices for 2016, Turkey, 3 mars 2017; AI, La situation des droits humains dans le monde – Turquie, 22 février 2017; HRW, World Report 2017, Turkey, 12 janvier 2017, p. 3.

⁶¹ International Crisis Group (ICG), Managing Turkey's PKK Conflict, The Case of Nusaybin, 2 mai 2017, p. 9: <https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/243-managing-turkey-s-pkk-conflict-the-case-of-nusaybin.pdf>.

⁶² Ibid., p. 12; entretiens en novembre 2016 avec des personnes de contact actives sur place.

définition large du terrorisme et des menaces contre la sécurité nationale, afin de mener des procédures pénales contre des centaines de femmes et d'hommes politiques pro-kurdes, des personnes officielles de parti et des soutiens. Des organisations de défense des droits humains critiquent le fait que de nombreuses personnes détenues ne présentent aucun lien avec le terrorisme et qu'elles ont été arrêtées uniquement dans le but d'affaiblir le parti pro-kurde *Halkların Demokratik Partisi* (HDP) et son parti allié communal *Demokratik Bolgeler Partisi* (DBP)⁶³ et d'étouffer les voix critiques.⁶⁴ L'*International Crisis Group* rapportait le 2 mai 2017 que selon les indications du parti HDP, depuis juillet 2015, plus de 10'000 (dont environ 6400 depuis juillet 2016) femmes et hommes politiques, membres du parti et soutiens du HDP ont été arrêté-e-s. Près de 3000 personnes concernées (1570 depuis juillet 2016) se trouvent en détention provisoire.⁶⁵ Les autorités ont levé l'immunité des parlementaires du HDP et les ont arrêtés, y compris les deux dirigeants *Selahattin Demirtas* et *Figen Yüksekdağ*.⁶⁶ Les autorités turques ont destitué 136 femmes et hommes politiques kurdes appartenant au DBP élu-e-s au niveau communal dans les organes exécutifs et en ont arrêté 84 pour la plupart en raison de prétendus liens avec le PKK.⁶⁷

2.6 Personnes entretenant un lien présumé avec le PKK, les groupes proches du PKK ou les PYD/YPG et les membres de leur famille

Un soutien ou lien prétendu avec le PKK peut susciter un danger. Un soutien ou lien présumé ou effectif avec le *Parti des travailleurs du Kurdistan* (PKK) ou avec des groupements similaires peut mener à une arrestation par l'Etat turc, selon différentes sources.⁶⁸ Dans le cadre des opérations de sécurité dans le sud-est, des membres présumés du PKK ou du *Yekîneyên Parastina Sivîl* (YPS), proche du PKK, sont arrêtés

⁶³ Le mouvement national kurde est principalement représenté par les deux partis politiques *Halkların Demokratik Partisi* (HDP) au parlement national et le *Demokratik Bolgeler Partisi* (DBP) au niveau local. Le DBP contrôle depuis les élections communales de mars 2014 une grande partie des communes dans le sud-est. Le HDP et le DBP auraient des positions idéologiques et politiques identiques et diverses sources décrivent le DBP comme une filiale ou le parti frère local du HDP. Entretien du 2 décembre 2016 avec une personne de contact active sur place experte dans le domaine des droits humains; Bundesamt für Migration und Flüchtlinge (Deutschland) (BAMF), Briefing notes vom 17.10.2016, 17 octobre 2016, p. 3: www.ecoi.net/file_upload/5250_1485358627_deutschland-bundesamt-fuer-migration-und-fluechtlinge-briefing-notes-17-10-2016-deutsch.pdf; Immigration and Refugee Board of Canada (IRB) Turkey: Situation and treatment of members of Kurdish political parties that have succeeded the People's Democracy Party (*Halkın Demokrasi Partisi*, HADEP), including the Peace and Democracy Party (*Barış ve Demokrasi Partisi*, BDP), and the Peoples' Democratic Party (*Halkların Demokratik Partisi*, HDP); whether HADEP and other older acronyms are still in use (2011-2016), 14 juin 2016: www.irb.gc.ca/Eng/ResRec/RirRdi/Pages/index.aspx?doc=456567&pls=1.

⁶⁴ USDOS, Country Reports on Human Rights Practices for 2016, Turkey, 3 mars 2017.

⁶⁵ ICG, Managing Turkey's PKK Conflict, The Case of Nusaybin, 2 mai 2017, p. 9, note 32.

⁶⁶ USDOS, Country Reports on Human Rights Practices for 2016, Turkey, 3 mars 2017; The New York Times, As Turkey Cracks Down, Kurds Pack Bags for Jail, 10 décembre 2016: www.nytimes.com/2016/12/10/world/europe/turkey-kurdish-mayors-expect-arrests.html?_r=0.

⁶⁷ ICG, Managing Turkey's PKK Conflict, The Case of Nusaybin, 2 mai 2017, p. 9; The New York Times, As Turkey Cracks Down, Kurds Pack Bags for Jail, 10 décembre 2016.

⁶⁸ ICG note en mai 2017 que l'état d'urgence a ouvert la voie à des purges et à l'arrestation de personnes ayant des prétendus liens avec le PKK ou le mouvement Gülen. ICG, Managing Turkey's PKK Conflict, The Case of Nusaybin, 2 mai 2017, p. 2; USDOS, Country Reports on Human Rights Practices for 2016, Turkey, 3 mars 2017; entretiens en novembre et décembre 2016 avec des personnes de contact actives sur place.

ou tués pendant les combats.⁶⁹ Les arrestations sont en partie effectuées de manière arbitraire, des personnes sont emprisonnées en vertu d'indices ou d'aveux douteux, qualifiées de membres du PKK et accusées.⁷⁰ Des personnes n'ayant qu'une connexion indirecte avec le PKK sont en outre dans le collimateur.⁷¹ Les autorités appellent à dénoncer les sympathisant-e-s du PKK.⁷² La *Neue Zürcher Zeitung* a par exemple rapporté en février 2017 des coups de filet dans de nombreuses provinces de Turquie et l'arrestation de plus de 800 personnes en raison de soupçons de liens avec le PKK.⁷³ Des contributions dans les médias sociaux comprenant des déclarations sur le PKK peuvent mener à une arrestation.⁷⁴ De nombreuses personnes travaillant dans les médias ont été emprisonnées pour des prétendus liens avec le PKK ou licenciées, parce que le gouvernement a fermé les entreprises de médias qui présenteraient des connexions avec le PKK.⁷⁵ Les personnes détenues en raison de liens avec le PKK ne peuvent pas s'attendre à bénéficier d'un procès équitable et il existe pour elles un risque sérieux de subir des abus et mauvais traitements en détention.⁷⁶

Appartenance ou activités antérieures avec le PKK, KCK ou des groupes similaires. Selon les indications de plusieurs personnes de contact actives sur place et expertes dans le domaine des droits humains, une ancienne affiliation ou activité au sein du PKK, de la *Koma Civakên Kurdistan* (KCK)⁷⁷ ou d'un groupement similaire est susceptible d'augmenter le risque d'une nouvelle arrestation. Cela concerne, selon une personne de contact, autant les personnes politiquement actives que celles qui

⁶⁹ ICG, Turkey's PKK Conflict, The Rising Toll, état le 14 mai 2017: www.crisisgroup.be/interactives/turkey/; entretien en janvier 2017 avec une personne de contact experte de la situation dans le sud-est; entretien en novembre 2016 avec une personne de contact active sur place experte dans le domaine des droits humains; entretien en novembre 2016 avec une personne de contact active sur place experte de la situation dans le sud-est.

⁷⁰ Des personnes ont ainsi été accusées pour avoir déjeuné avec des membres du PKK ou pour leur participation à trois manifestations. En règle générale, des autres chefs d'accusation ont été rajoutés, même si les motivations sont souvent très faibles. Entretiens en décembre 2016 avec des personnes de contact actives sur place expertes dans le domaine des droits humains.

⁷¹ Entretien en décembre 2016 avec une personne de contact active sur place.

⁷² Le ministre de l'intérieur Süleyman Soylu a ainsi appelé la population en décembre 2016 à dénoncer les sympathisant-e-s du PKK. Der Standard, Türkischer Innenminister fordert Bevölkerung zum Denunzieren auf, 13 décembre 2016: www.derstandard.at/2000049254543/Tuerkischer-Innenminister-fordert-Bevoelkerung-zum-Denunzieren-auf.

⁷³ NZZ, Mehr als 800 Festnahmen in der Türkei, Razzien gegen PKK, 14 février 2017: www.nzz.ch/international/europa/razzien-gegen-pkk-mehr-als-500-festnahmen-in-der-tuerkei-ld.145439

⁷⁴ Der Standard, Massenhafte Festnahmen in der Türkei wegen Beiträgen in Social Media, 24 décembre 2016.

⁷⁵ USDOS, Country Reports on Human Rights Practices for 2016, Turkey, 3 mars 2017.

⁷⁶ D'après des personnes de contact, il existe des rapports selon lesquels des jeunes actifs dans des groupements proches du PKK auraient été torturés en détention. Tages Anzeiger, «Folter stinkt nach Erbrochenem», 28 avril 2017: www.tagesanzeiger.ch/ausland/europa/folter-stinkt-nach-erbrochenem/story/20594666; HRW, World Report 2017, Turkey, 12 janvier 2017; IHD, IHD's 2016 Report on Human Rights Violations in eastern and Southeastern Anatolia Region, 1er février 2017: www.ihd.org.tr/en/index.php/2017/02/01/ihts-2016-report-on-human-rights-violations-in-eastern-and-southeastern-anatolia/; OHCHR news, Preliminary observations and recommendations of the United Nations Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman and degrading treatment or punishment, Mr. Nils Melzer on the Official visit to Turkey – 27 November to 2 December 2016, 2 décembre 2016: www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=20976&LangID=E; entretien en décembre 2016 avec une personne de contact active sur place experte dans le domaine des droits humains; entretien en novembre 2016 avec une personne de contact active sur place experte de la situation dans le sud-est; CAT, Concluding observations on the fourth periodic reports of Turkey, 2 juin 2016, p. 3.

⁷⁷ La Koma Civakên Kurdistan (KCK) est une organisation faïtière kurde à laquelle appartiennent divers groupements politiques et armés, à l'instar du PKK. La KCK est perçue comme la branche politique du mouvement kurde. EASO, Turkey Country Focus, novembre 2016, p. 63.

n'exercent plus aucune activité politique.⁷⁸ Les personnes qui ont été arrêtées dans le cadre d'opérations précédentes contre la KCK, contre lesquelles une procédure était en cours ou qui ont déjà purgé une peine de prison peuvent à nouveau être en danger.⁷⁹ Les anciens membres qui poursuivent actuellement une activité politique ou critique à l'encontre du gouvernement courent un risque particulier. Les personnes ayant été affiliées au PKK qui travaillent pour les autorités communales, s'engagent dans l'opposition au sein de la société civile ou dans le but de faire la lumière sur de possibles violations des droits humains commises par les forces de sécurité étatiques sont spécialement dans le collimateur des autorités.⁸⁰

Activités ou soutien aux PYD/YPG. Les personnes ayant fourni des activités ou des prestations de soutien au *Partiya Yekitîya Demokrat* (PYD), respectivement au groupe armé *Yekîneyên Parastina Gel* (YPG), actifs en Syrie et proches du PKK, sont considérées par les autorités turques comme des «terroristes» du PKK-YPG, d'après les informations de plusieurs personnes de contact. Lorsque les autorités prennent connaissance de l'existence de telles activités, il s'agit alors de partir du principe que ces personnes seront arrêtées en cas de retour en Turquie et qu'une procédure pénale sera lancée à leur encontre.⁸¹ Selon les indications fournies par diverses personnes de contact, la police enquête par ailleurs aussi lorsque des membres de la famille ont disparu et sont probablement sortis du pays pour soutenir le YPG en Syrie. Les membres de la famille sont interrogés et mis sous pression. Dans ce contexte, il y aurait eu des mauvais traitements par les forces de sécurité.⁸²

Membres de la famille de personnes entretenant un lien présumé avec le PKK ou un groupement proche du PKK. D'après les indications de plusieurs personnes de contact actives sur place, il existe également un risque pour les membres de la famille de membres présumés du PKK ou d'un groupement proche du PKK d'être dans le collimateur des autorités ou de subir une arrestation.⁸³ Les autorités ont en outre dans certains cas annulé les passeports de membres de la famille de personnes accusées d'entretenir un lien supposé avec le PKK.⁸⁴ Selon les indications d'une personne de

⁷⁸ Entretiens de janvier 2017 et novembre 2016 avec des personnes de contact actives sur place expertes dans le domaine des droits humains.

⁷⁹ Surtout dans les régions kurdes, les anciens cas sont repris et les personnes concernées risquent de nouveau une arrestation et une procédure pénale. Entretiens en novembre et décembre 2016 avec des personnes de contact actives sur place.

⁸⁰ Ibid.; entretien de novembre 2016 avec une personne de contact active sur place experte dans le domaine des droits humains.

⁸¹ D'après les estimations d'une personne de contact experte dans le domaine des droits humains, les autorités ont connaissance de certains citoyens turcs actifs en Syrie pour les YPG/PYD. Entretiens en novembre et décembre 2016 avec des personnes de contact actives sur place expertes dans le domaine des droits humains.

⁸² Ibid.

⁸³ Des membres de la famille de membres de l'YPS ont par exemple fui en partie vers des villes situées dans l'ouest de la Turquie pour y rester caché-e-s dans la crainte constante d'une arrestation. Une personne de contact est au courant de plusieurs cas d'arrestations de tels membres de la famille. Entretien en décembre 2016 avec une personne de contact active sur place; entretiens en novembre et décembre 2016 avec des personnes de contact actives sur place expertes de la situation dans le sud-est; entretien en novembre 2016 avec une personne de contact active sur place experte dans le domaine des droits humains.

⁸⁴ Entretien en décembre 2016 avec une personne de contact active sur place experte dans le domaine des droits humains.

contact experte de la situation dans le sud-est, les membres de la famille de personnes disparues courent en partie déjà le risque d'être suspecté-e-s de «terrorisme» par les autorités s'ils annoncent la disparition de leur proche.⁸⁵

2.7 Avocat-e-s

Intimidation et arrestation de représentant-e-s juridiques. Selon les indications de *Human Rights Watch*, les autorités agissent contre quantité d'avocat-e-s. Les personnes affectées ont été arrêtées ou victimes d'intimidations visant à ce qu'elles ne représentent pas juridiquement des personnes accusées soupçonnées d'appartenir au mouvement Gülen.⁸⁶ Selon les indications d'une personne de contact experte de la situation des droits humains, le ministère de la justice a demandé aux associations locales d'avocat-e-s d'ouvrir des enquêtes contre plusieurs de leurs propres membres.⁸⁷ La *Commission Internationale de Juristes* (ICJ) a signalé en décembre 2016 que plus de 573 avocat-e-s avaient été arrêté-e-s en lien avec la tentative de coup d'Etat et que plus de 200 de ces personnes étaient encore en détention provisoire. Parmi eux figurent aussi quatre présidents d'associations de barreaux régionaux. Dans de nombreux cas, il s'agit d'arrestations et de détentions arbitraires. Selon ICJ, les développements actuels soulèvent des inquiétudes relatives au constat que les avocat-e-s sont de plus en plus identifié-e-s avec les cas de leurs client-e-s.⁸⁸

2.8 Membres de syndicats

L'appartenance à un syndicat peut engendrer un risque. D'après les indications de différentes personnes de contact actives sur place, les membres d'un syndicat courent le risque d'être licencié-e-s ou arrêté-e-s en raison de leur affiliation.⁸⁹ Le rapport de l'*Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe* d'avril 2017 relève que de nombreuses et nombreux membres du corps enseignant ont été licenciés pour la seule raison de leur affiliation à un syndicat ou pour avoir été actifs dans une association citoyenne.⁹⁰ Selon une personne de contact, les personnes membres de syndicats de gauche courent un risque particulier.⁹¹

⁸⁵ Entretien en novembre 2016 avec une personne de contact active sur place experte de la situation dans le sud-est.

⁸⁶ HRW, *A Blank Check*, octobre 2016, p. 26; HRW, *Judges, Prosecutors, unfairly jailed*, 5 août 2016: www.hrw.org/news/2016/08/05/turkey-judges-prosecutors-unfairly-jailed.

⁸⁷ Entretien en novembre 2016 avec une personne de contact active sur place experte de la situation des droits humains.

⁸⁸ ICJ, *Turkey, emergency rules have gravely damaged the rule of law*, 6 décembre 2016: www.icj.org/turkey-emergency-measures-have-gravely-damaged-the-rule-of-law/.

⁸⁹ Les personnes se retirent des syndicats, selon les indications d'une autre personne de contact, car elles craignent qu'une affiliation signifie un danger. La participation à une grève peut déjà compter comme un motif de licenciement. Entretiens en novembre et décembre 2016 avec des personnes de contact actives sur place.

⁹⁰ CoE-PACE, *Le fonctionnement des institutions démocratiques en Turquie*, 5 avril 2017, p. 21.

⁹¹ Entretien en novembre 2016 avec une personne de contact active sur place.

2.9 Femmes et enfants

Protection insuffisante pour les femmes menacées de violence et de crimes d'honneur. La violence à l'égard des femmes et les crimes perpétrés au nom de l'honneur sont encore très répandus en Turquie.⁹² En 2016, bien plus de 300, voire près de 400 femmes ont été tuées, en fonction des sources.⁹³ Les ONG supposent en outre l'existence d'un nombre considérable de cas occultes ou non déclarés.⁹⁴ Les lois en vigueur de protection des personnes touchées ne sont guère appliquées.⁹⁵ La police réagit souvent de manière insuffisante aux déclarations des personnes concernées. Sanctionner la violence contre les femmes n'est pas une priorité pour la police et les tribunaux dans le contexte actuel.⁹⁶ Les licenciements et la restructuration des forces de police suite à la tentative de coup d'Etat portent atteinte à la sécurité des femmes qui devraient actuellement bénéficier d'une protection étatique.⁹⁷ La police ne met souvent en œuvre les décisions de protection que de façon insuffisante.⁹⁸ D'après les données officielles du ministère de l'intérieur, 20 femmes ont été tuées entre 2015 et 2017 alors même qu'elles étaient sous la protection de l'Etat.⁹⁹ Selon des observateurs, il n'existe toujours pas assez de maisons d'accueil pour femmes.¹⁰⁰ D'après des spécialistes, le personnel des institutions publiques de protection n'est pratiquement pas formé.¹⁰¹ Les auteurs sont en outre sanctionnés de manière trop clémente.¹⁰²

Mariage des enfants. Les mariages d'enfants restent courants en Turquie, en particulier dans les zones rurales conservatrices.¹⁰³ Le gouvernement de l'AKP a tenté au cours de l'année 2016 de réduire l'âge légal du mariage de 18 à 15 ans et d'accorder l'impunité aux délinquants sexuels dans certaines circonstances, s'ils épousent leur

⁹² USDOS, Country Reports on Human Rights Practices for 2016, Turkey, 3 mars 2017; entretiens en novembre et décembre 2016 avec des personnes de contact actives sur place dans des ONG de défense des droits des femmes ou des maisons d'accueil pour femmes.

⁹³ Hürriyet Daily News, 20 women killed despite state protection, Turkish Interior Ministry, 15 mars 2017: www.hurriyetaidailynews.com/20-women-killed-despite-state-protection-turkish-interior-ministry.aspx?pageID=238&nID=110831&NewsCatID=339; USDOS, Country Reports on Human Rights Practices for 2016, Turkey, 3 mars 2017.

⁹⁴ USDOS, Country Reports on Human Rights Practices for 2016, Turkey, 3 mars 2017.

⁹⁵ Ibid.; entretiens en novembre et décembre 2016 avec des personnes de contact actives sur place dans des ONG de défense des droits des femmes ou des maisons d'accueil pour femmes.

⁹⁶ Entretiens en novembre et décembre 2016 avec des personnes de contact actives sur place dans des ONG de défense des droits des femmes ou des maisons d'accueil pour femmes.

⁹⁷ USDOS, Country Reports on Human Rights Practices for 2016, Turkey, 3 mars 2017.

⁹⁸ Entretiens en novembre et décembre 2016 avec des personnes de contact actives sur place dans des ONG de défense des droits des femmes ou des maisons d'accueil pour femmes.

⁹⁹ Les femmes auraient été tuées avant d'avoir pu prévenir la police, étant donné que les «événements sont survenus soudainement». Hürriyet Daily News, 20 women killed despite state protection: Turkish Interior Ministry, 15 mars 2017: www.hurriyetaidailynews.com/20-women-killed-despite-state-protection-turkish-interior-ministry.aspx?pageID=238&nID=110831&NewsCatID=339; USDOS, Country Reports on Human Rights Practices for 2016, Turkey, 3 mars 2017.

¹⁰⁰ USDOS, Country Reports on Human Rights Practices for 2016, Turkey, 3 mars 2017.

¹⁰¹ Entretiens en novembre et décembre 2016 avec des personnes de contact actives sur place dans des ONG de défense des droits des femmes ou des maisons d'accueil pour femmes.

¹⁰² Les tribunaux continuent de prononcer des peines clémentes pour les auteurs de violence contre les femmes, le bon comportement durant la procédure ou le «comportement provocateur» de la femme concernée comptant comme circonstances atténuantes. Les auteurs de crimes d'honneur ne recevraient également souvent que des sanctions réduites lors de leur condamnation. Les crimes d'honneur sont souvent minimisés dans la société, l'hypothèse sous-jacente étant l'existence d'une atteinte à l'honneur qui justifie le meurtre. USDOS, Country Reports on Human Rights Practices for 2016, Turkey, 3 mars 2017.

¹⁰³ Ibid. Entretiens en novembre et décembre 2016 avec des personnes de contact actives sur place dans des ONG de défense des droits des femmes ou des maisons d'accueil pour femmes.

victime mineure. Le projet de loi a été pour l'instant retiré en novembre 2016 suite à de fortes protestations publiques.¹⁰⁴

2.10 Personnes exerçant des activités politiques en exil critiques envers le gouvernement

Arrestations lors du retour. Les représentations diplomatiques turques transmettent aux autorités turques des informations sur les ressortissant-e-s du pays qui se trouvent à l'étranger et critiquent le gouvernement.¹⁰⁵ Plusieurs médias ont signalé que ces derniers mois, l'entrée a été refusée à des citoyennes et citoyens turcs, en partie d'ethnie kurde, retourné-e-s depuis la Suisse, ou que ces personnes ont été arrêtées à leur arrivée ou durant leur séjour sur place. D'après les rapports des médias, ces personnes auraient été critiquées à l'encontre du gouvernement ou auraient exercé des activités politiques en exil.¹⁰⁶

2.11 LGBTI

Les personnes LGBTI subissent des discriminations au sein de la société turque et de la part des représentant-e-s des autorités. Au cours de l'année 2016, des personnes LGBTI ont été victimes de violences et même de plusieurs meurtres. Selon l'ONG *Red Umbrella*, il y a eu au total 227 agressions et homicides au cours des neuf premiers mois de l'année. Souvent, les auteurs ne sont pas arrêtés, ou leur sanction est légère en cas de condamnation. Les cours d'appel confirment les peines légères, en partie à cause de la «nature immorale» de la victime.¹⁰⁷

Vous trouverez les publications de l'OSAR sur la Turquie et d'autres pays d'origine des réfugiés sous www.osar.ch/pays-dorigine.

L'Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR s'engage pour que la Suisse respecte le droit à la protection contre les persécutions ancré dans la Convention de Genève relative au statut des réfugiés. Neutre sur le plan politique et confessionnel, l'OSAR est l'association faîtière nationale des organisations d'aide aux réfugiés. Son travail est financé par des mandats de la Confédération et par le soutien bénévole de particuliers, de fondations, de communes et de cantons.

Le bulletin de L'OSAR vous informe des nouvelles publications. Inscription sous www.osar.ch/newsletter.

¹⁰⁴ USDOS, Country Reports on Human Rights Practices for 2016, Turkey, 3 mars 2017.

¹⁰⁵ Tages Anzeiger, Hat die Türkei auch in der Schweiz spioniert? 17 février 2017: www.tagesanzeiger.ch/schweiz/standard/hat-die-tuerkei-auch-in-der-schweiz-herumspioniert/story/21822501; entretiens avec des personnes de contact en décembre 2016 et janvier 2017.

¹⁰⁶ La Turquie a aussi refusé l'entrée à plusieurs double-nationaux d'Allemagne et d'Autriche critiques à l'encontre du gouvernement. NZZ, Basler Kurden in Türkei verhaftet - EDA sind Hände gebunden, 13 mai 2017: www.nzz.ch/schweiz/repression-in-der-tuerkei-basler-kurden-in-tuerkei-verhaftet-eda-sind-haende-gebunden-ld.1292996; NZZ am Sonntag, Türkei weist Schweizer an Flughafen zurück, 11 mars 2017: www.nzzas.nzz.ch/schweiz/tuerkei-weist-schweizer-an-flughafen-istanbul-zurueck-ld.150770.

¹⁰⁷ USDOS, Country Reports on Human Rights Practices for 2016, Turkey, 3 mars 2017.